

État des lieux de la démocratie dans le monde

La démocratie dans le monde

Pays et territoires classés selon l'indice de démocratie en 2020 *

Démocraties pleines

9,00-10,00

8,00-8,99

Démocraties imparfaites

7,00-7,99

6,00-6,99

Régimes hybrides

5,00-5,99

4,00-4,99

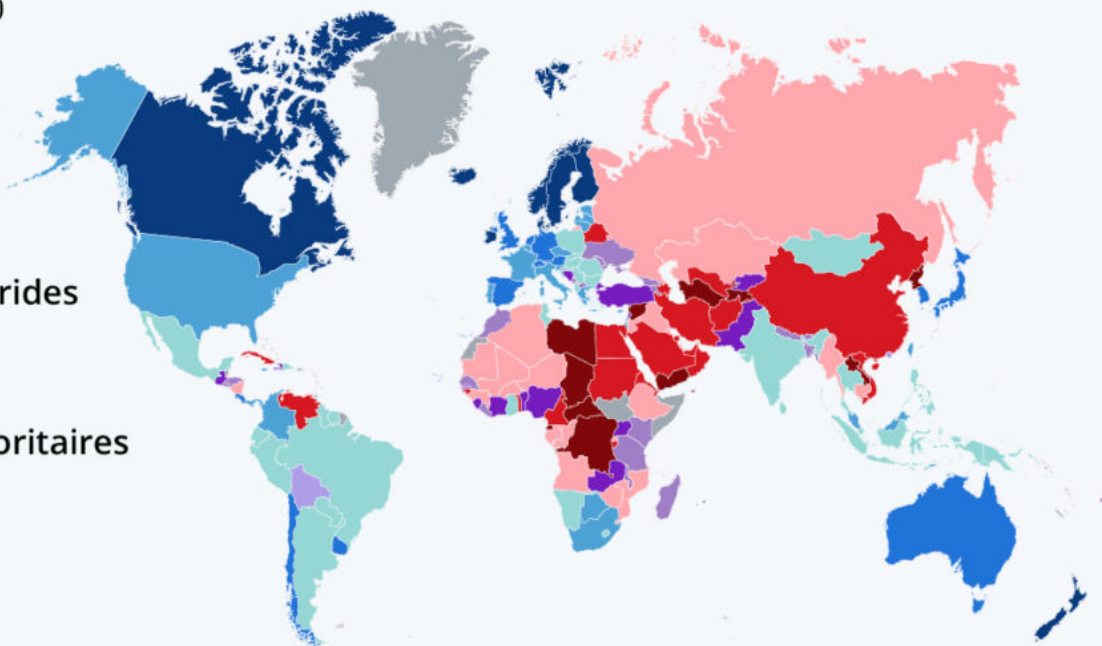
Régimes autoritaires

3,00-3,99

2,00-2,99

0-1,99

● Absence de données



* basé sur 60 indicateurs regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme politique, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit



Écrit par le 27 avril 2026

À l'occasion de la Journée internationale de la démocratie qui s'est tenue cette semaine, Statista s'est penché sur l'état des institutions démocratiques dans le monde. L'Economist Intelligence Unit publie chaque année un [indice de démocratie](#) qui évalue les pays (ou territoires) en fonction de plusieurs indicateurs, tels que le processus électoral, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, ou encore la participation et la culture politique.

Dans la dernière édition publiée en 2021, 23 pays dans le monde ont été classés comme « démocraties complètes ». Il s'agit de l'ensemble des pays scandinaves, de plusieurs nations d'Europe occidentale (dont Irlande, Pays-Bas, Suisse, Allemagne), ainsi que, entre autres, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de l'Uruguay, et de la Corée du Sud. Le Japon et Taïwan ont également rejoint le groupe des « démocraties complètes » cette année, tandis que la France et le Portugal ont été rétrogradées en « démocraties imparfaites », après avoir passé l'année précédente dans la catégorie la plus élevée.

L'Algérie, le Mali et le Burkina Faso sont des exemples de pays qui sont passés de la catégorie régime « hybride » à « autoritaire », alors que le Bénin a lui évolué dans le sens inverse. Au Laos et en Libye, l'indice est descendu sous le seuil des 2 points et atteint désormais le pire niveau des régimes autoritaires. À l'inverse, l'Arabie saoudite, qui observe quelques progrès ces dernières années, a dépassé ce seuil pour la première fois avec un score de 2,08. Enfin, on peut noter que si l'[Afghanistan](#) affichait un indice supérieur à 2 points avant la prise du pouvoir des talibans, ce score est très certainement amené à dégringoler l'année prochaine.

Les pays les plus mal notés du monde restent actuellement la Corée du Nord, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. En [Europe](#), les nations les moins bien notées sont la Biélorussie et la Russie. Les auteurs de l'étude rapportent également que l'état de la démocratie a atteint un niveau historiquement bas dans le monde, le score moyen de l'ensemble des pays étant passé de 5,44 l'année précédente à 5,37.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

(vidéo) 'Big bang démocratique', Carpentras met la participation citoyenne sur orbite

Ecrit par le 27 avril 2026



5, 4, 3, 2, 1, 0... la commune de Carpentras vient de procéder au lancement du 'Big bang de la démocratie municipale'. La 'fusée' de ce nouveau dispositif inédit de participation citoyenne comprend 4 étapes : une convention citoyenne, un budget participatif, un droit d'amendement et un référendum d'initiative citoyenne.

La Convention citoyenne

Dans un premier temps, la municipalité va constituer une 'Convention citoyenne' composée de 35 personnes tirées au sort sur les 19 000 Carpentrassiens inscrits sur les listes électorales de la commune. Le tirage au sort a été réalisé le 17 février dernier sous contrôle d'huissier de justice, de manière aléatoire et en tenant compte des critères de représentativité (résidence, âge, sexe,...). Les personnes désignées sont depuis contactées afin de savoir s'ils souhaitent, ou non, intégrer cette Convention. S'ils refusent, la commune, qui s'est constituée un 'vivier' de 350 citoyens tiré au sort, passe à la personne suivante.

L'objectif est d'installer les membres, sélectionnés pour une durée de 1 an non-renouvelable, d'ici le mois d'avril prochain. Leur mission sera alors d'informer la Ville des besoins des citoyens, de sélectionner les projets du budget participatif et de prendre connaissance des projets de délibération soumis au conseil municipal.

«Une promesse de campagne.»

Ecrit par le 27 avril 2026

Auparavant, ces bénévoles qui disposeront toutefois d'un statut juridique de 'Collaborateurs occasionnels' auront bénéficié d'une session d'information donnée par un professeur de l'université d'Avignon sur le fonctionnement de la municipalité. La Convention se réunira ensuite une fois par mois ou davantage si nécessaire. « La mise en place de cette Convention était une promesse de campagne », insiste Serge Andrieu, maire de Carpentras, soucieux de renouveler le fonctionnement de la vie démocratique municipale.

Un budget participatif de 700 000€

Histoire de donner du concret à l'ensemble de l'initiative, la Ville a aussi décidé de mettre en place un budget participatif doté de 700 000€.

« Le but n'est pas seulement de donner la parole aux habitants mais de leur donner les outils pour agir », poursuit Serge Andrieu.

Dans ce cadre, la Convention citoyenne sera en charge de récupérer les doléances des Carpentrassiens de plus de 16 ans d'ici juillet prochain.

« Pour déposer un projet, il suffira de se connecter à la plateforme dédiée ou de remplir un formulaire papier en prenant bien soin de répondre aux critères de recevabilité des projets, détaillés sur [le site web](#), précise le maire. Evidemment, seules les propositions relevant des compétences de la Ville seront retenues. »

Pour la commune, qui dispose d'un budget investissement de l'ordre de 10M€ par an, l'enveloppe n'est pas neutre. « Cela représente une somme 25€ par habitants, contre 12€ en moyenne dans les 150 communes françaises qui ont mis en place ce type de budget participatif », complète Yvette Guiou, première adjointe à l'Enfance et à la Démocratie locale.

La Convention, en collaboration avec les services municipaux, examinera ensuite durant l'été la recevabilité, la faisabilité et le coût des projets déposés. Les propositions retenues seront soumises aux votes des habitants en octobre ou novembre prochains. Les propositions ayant récoltées le plus de votes seront inscrites dans le budget de la ville qui s'engage à les réaliser en 2022.

« Bien évidemment, il s'agit de privilégier les dossiers d'intérêt public et pas les projets privés », rappelle Serge Andrieu.

«Le droit d'amendement est désormais donné pour la première fois aux Carpentrassiens.»

Création d'un droit d'amendement

Si les deux premiers dispositifs existent déjà par ailleurs dans le firmament des outils de la proximité démocratique, Carpentras va se doter également d'un 'Droit d'amendement' inédit.

Désormais, chaque citoyen pourra déposer un amendement sur une délibération future du conseil municipal. Concrètement, deux semaines avant chaque conseil, la note de synthèse sera publiée sur le site de la Ville. Si un habitant souhaite proposer une modification, il lui suffira de le faire via la plateforme dédiée. Le projet d'amendement sera alors soumis au vote des citoyens et ils auront jusqu'à

Ecrit par le 27 avril 2026

48h ouvrables avant la séance pour voter. Si 2% des électeurs soutiennent la proposition (soit 380 personnes), l'amendement sera présenté aux conseillers municipaux et sera alors débattu. Il pourra être, comme les amendements déposés par les élus, adopté, rejeté ou renvoyé en commission.

« Existant déjà pour les conseillers municipaux, détaille le maire, ce droit est désormais donné pour la première fois aux Carpentrassiens. »

Le référendum rendu enfin accessible

Enfin, dernier satellite de cette constellation de moyen mis à disposition de l'univers de la démocratie participative, la possibilité d'organiser automatiquement un référendum d'initiative citoyenne si 10% des électeurs carpentrassiens en font la demande.

Ainsi, toujours sur le site internet, il sera possible de déposer une pétition citoyenne (sur des sujets relatifs aux compétences de la municipalité). Pour cela, cette pétition devra recueillir la signature d'environ 1 900 électeurs dans un délai de 9 mois. Le maire s'engageant ensuite à inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal l'organisation de ce référendum décisionnel.

«C'est certainement mon côté contestataire.»

« Fortement sollicité par le mouvement des Gilets jaunes, le référendum d'initiative citoyenne n'est pas prévu par le droit français, constate Serge Andrieu. En revanche, c'est une volonté de la municipalité. C'est pourquoi, un référendum municipal sera automatiquement organisé si 10% des citoyens carpentrassiens le réclame. »

Pour le maire, à l'inverse du dispositif national du Référendum d'initiative partagée (RIP) dont les conditions d'application le rendent inatteignable, ce seuil vise à rendre accessible la possibilité de convoquer un référendum.

« C'est certainement mon côté contestataire », taquine Serge Andrieu qui constate cependant « que de nombreux élus ne font pas ce qu'ils devraient pour leur territoire mais font juste ce qu'il faut pour être réélu. Avec ce dispositif concret, chaque citoyen pourra exercer le pouvoir qui est le sien, contrôler l'action du maire et des élus, et agir pour ce qui lui semble prioritaire pour notre ville. Il s'agit d'un véritable contrat passé avec les Carpentrassiens. »

Pour le maire ce 'Big bang' vise donc à montrer la voie (lactée ?) de l'implication citoyenne dans la démocratie locale grâce à cette initiative inédite en France via la mise en place de ces 4 outils cumulés.

« Une des principales volontés de la Ville est de laisser la parole aux Carpentrassiens et de co-construire à leurs côtés la ville de demain, conclut-il. Par cette volonté de changer radicalement notre démocratie municipale, je donne la possibilité à chacun de reprendre le contrôle sur l'avenir de Carpentras. »

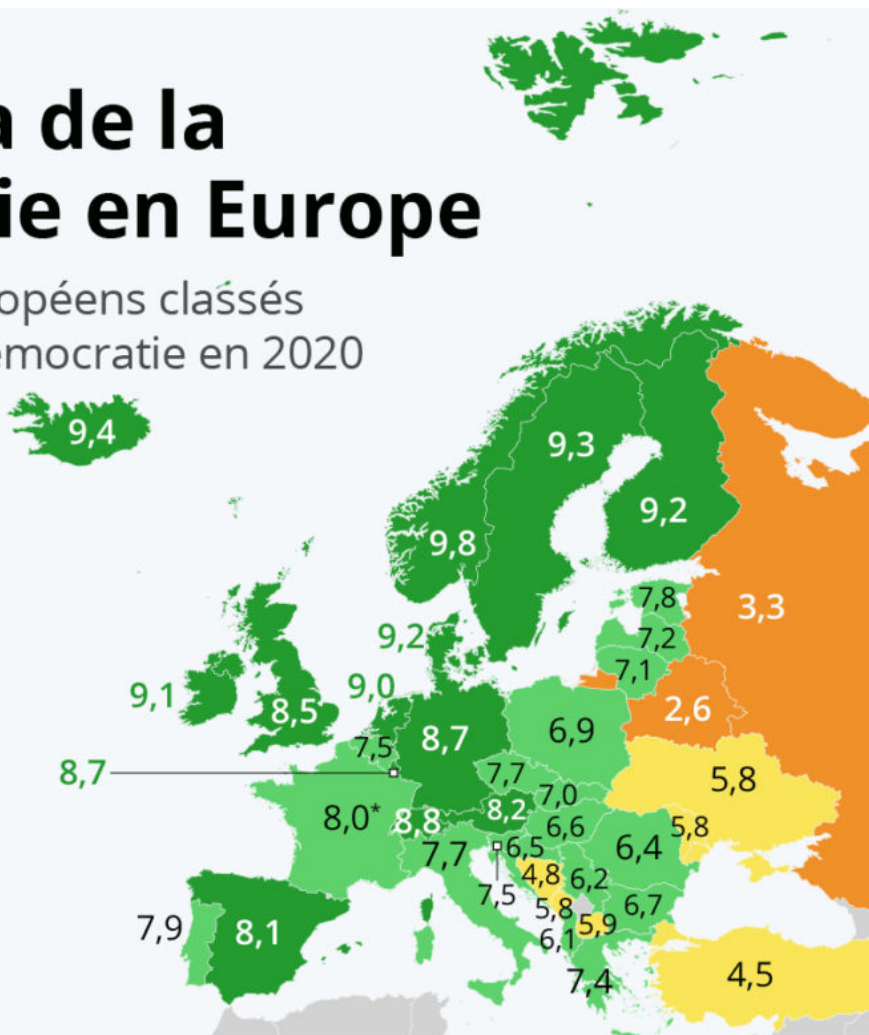
Ecrit par le 27 avril 2026

Panorama de la démocratie en Europe

Panorama de la démocratie en Europe

Carte des pays européens classés selon l'indice de démocratie en 2020

- Démocraties
8,00 à 10,00
- Démocraties imparfaites
6,00 à 7,99
- Régimes hybrides
4,00 à 5,99
- Régimes autoritaires
< 4,00



* Score arrondi (7,99).

Indice basé sur 60 critères regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit



statista

Bien que le concept de démocratie revêt une pluralité de notions et qu'il puisse être compliqué d'arriver

Écrit par le 27 avril 2026

à un consensus sur son évaluation, l'indice « [Democracy Index](#) » publié chaque année par l'Economist Intelligence Unit donne un aperçu plutôt intéressant de l'état des institutions démocratiques dans le monde.

Dans sa dernière édition, les auteurs rapportent un recul sans précédent des libertés démocratiques en 2020. Le score mondial moyen de l'indice est ainsi passé de 5,44 en 2019 à 5,37 en 2020, ce qui constitue de loin le pire score global depuis la création de cette étude en 2006. Cette détérioration provient en grande partie - mais pas uniquement - des restrictions imposées par les gouvernements sur les libertés individuelles et civiles qui se sont produites dans le monde en réaction à la pandémie de coronavirus. La dégradation de la démocratie à l'échelle mondiale s'inscrit néanmoins dans une tendance de plus long terme, puisque le score recule depuis déjà plusieurs années.

Le classement des pays réalisé par The Economist est basé sur l'analyse de 60 indicateurs regroupés en cinq catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, culture et participation politique. L'infographie de [Statista](#) fait un focus sur l'Europe qui n'échappe pas au phénomène d'altération bien qu'elle reste la région enregistrant parmi les meilleurs scores au monde.

Ce sont toujours les pays nordiques qui représentent les démocraties les plus complètes, avec un trio de tête composé de la Norvège (9,8), de l'Islande (9,4) et de la Suède (9,3). La France continue quant à elle d'osciller entre les catégories « démocraties pleines » et « imparfaites », avec un score qui est passé de 7,80 en 2018 à 8,12 en 2019, avant de retomber à 7,99 l'année dernière. Sur le plan mondial, l'Hexagone se classe 24ème juste devant les États-Unis (score de 7,92). D'après l'étude, les mauvais élèves de la région Europe restaient la Biélorussie, où Loukachenko est actuellement toujours en place malgré la contestation populaire, ainsi que la Russie, où des manifestations ont récemment éclaté en lien avec l'affaire Navalny.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Panorama de la démocratie en Europe

Ecrit par le 27 avril 2026

Le classement des pays réalisé par The Economist est basé sur l'analyse de 60 indicateurs regroupés en cinq catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, culture et participation politique. La dernière édition de l'étude pointe une tendance à la dégradation de la démocratie à l'échelle mondiale, le score moyen global atteignant l'année dernière son pire niveau depuis la création de l'indice en 2006, sous l'effet notamment de fortes régressions observées en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Cette infographie de [Statista](#) fait un focus sur l'Europe où la situation reste assez stable ces dernières années. Ce sont toujours les pays nordiques qui représentent les démocraties les plus complètes, avec un trio de tête composé de la Norvège (9,9), de l'Islande (9,6) et de la Suède (9,4). Parmi les États ayant marqué une progression, les analystes de The Economist citent la France et le Portugal, qui sont passés l'année dernière de la catégorie « démocraties imparfaites » à « démocraties ». D'après l'étude, les mauvais élèves de la région Europe restaient la Biélorussie, où la « dictature de Loukachenko » fait face à la contestation populaire, la Russie et la Turquie.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)